

Les avantages économiques d'un régime public universel d'assurance-médicaments

En plus des avantages pour la santé, un régime public universel d'assurance-médicaments se traduirait en nombreux avantages économiques pour le Canada.

- Le prix des médicaments sur ordonnance serait beaucoup plus bas. Au lieu d'avoir plus de 100 000 régimes différents d'assurance-médicaments au pays, il y aurait un régime national. Ainsi, nous pourrions négocier plus efficacement pour réduire le coût des médicaments. Nous pourrions aussi économiser en éliminant les frais liés à l'administration de tous ces régimes d'assurance-médicaments.
- Les employeurs pourraient économiser 9 milliards de dollars par année car ils n'auraient plus à payer les régimes d'assurance-médicaments offerts à leurs employés. Cela augmenterait la compétitivité des compagnies canadiennes. Cela stimulerait la croissance des entreprises et permettrait d'augmenter les emplois.
- Pour les familles, les économies atteindraient 7,1 milliards par année, soit ce que paient, actuellement, les personnes du Canada pour leurs médicaments. Les personnes auraient alors plus d'argent à investir pour améliorer leur propre niveau de vie, lancer ou élargir une petite entreprise, ou payer leurs dettes.



Le financement du régime national entraînerait des dépenses d'ensemble modestes (entre 2 et 2,6 pour cent) pour le gouvernement fédéral. Ce serait un investissement dans la santé de la population canadienne et dans l'économie du pays. Aucune nouvelle taxe ne serait nécessaire. Les cotisations sociales sont un obstacle à la création d'emplois, et les augmentations de la TPS sont inéquitables. Il ne devrait pas avoir de franchises, quotes-parts ou copaiements car ils empêchent les gens d'avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin.

Un leadership de la part du gouvernement fédéral est essentiel pour persuader les provinces à embarquer et à suivre les normes nationales. Le gouvernement fédéral devrait financer au moins cinquante pour cent du régime d'assurance-médicaments et les provinces couvriraient le reste. C'est de cette façon que les soins médicaux et hospitaliers sont financés. Le gouvernement fédéral dispose d'une capacité financière beaucoup plus grande que les provinces pour subventionner des programmes.

L'industrie des assurances et ses partisans ont proposé un « modèle bouche-trou ». Cela signifie conserver les milliers de régimes différents déjà en place et ajouter un régime public pour les personnes n'ayant pas de couverture. Or, cela maintiendrait tous les désavantages du système actuel : prix élevé des médicaments, couverture inégale des médicaments, et franchises ou copaiements inabordables.

Si nous voulons obtenir les avantages économiques du régime d'assurance-médicaments, nous avons besoin d'un régime public national reposant sur les principes d'universalité, accessibilité, intégralité et transférabilité. Sur le plan économique, aucune raison n'empêche le Canada de se joindre aux autres pays de l'OCDE dont les régimes publics universels d'assurance-maladie couvrent aussi les médicaments sur ordonnance. Le Canada a besoin d'un régime national d'assurance-médicaments maintenant.